

La lettre de Macron, ou l'arnaque du bonimenteur

MACRON PRÉPARE SA
"LETTRE AUX FRANÇAIS"



Ainsi donc, ce dimanche 13 janvier 2019, le maquereau macron en langue picarde de l'Élysée a jugé bon d'écrire aux Français. Son propos est aussi alambiqué qu'indigeste. Nous allons l'analyser et critiquer.

À la suite de la description liminaire et partisane de la situation française, il convient de préciser que, depuis 230 ans, la France et les Français supportent la malfaisance de la République et de sa secte noire maçonnique, satanique, mondialiste, liberticide, génocidaire ; les Français sont asservis et réduits en esclavage au profit des envahisseurs afro-arabo-mahométans en attendant que ces derniers les remplacent. Pour ce qui est de la fraternité, hors celle des

affiliés à ladite secte noire, il n'est pas certain que les retraités, les agriculteurs, les chômeurs de souche en bénéficient en quoi que ce soit... bien au contraire, ils en pâtissent. À quoi sert la liberté d'opinion sans liberté d'expression qu'il ne mentionne point ? Il est vrai que la liberté d'expression muselée, réduite, tenue en laisse et menant à la condamnation judiciaire est aujourd'hui très théorique, inexistante à vrai dire. Et la démocratie représentative se réduit à un chèque en blanc au bénéfice des élus alors libres de trahir jusqu'à leurs promesses électorales (restauration de la royauté légitime et politique légitimiste

<https://ripostelaique.com/restauration-de-la-royaute-legitime-et-politique-legitimiste.html>). Comme si l'actuelle pression fiscale, la plus élevée que la France et les Français ont connue dans leur Histoire, les bas salaires, le faible pouvoir d'achat, le racket généralisé par les radars, les charges sociales insupportables, le racket pour subventionner l'invasion afro-arabo-mahométane n'étaient pas des violences à dénoncer alors qu'elles légitiment pleinement celles à son encontre comme à celle de son gouvernement de crapules et de ses sbires en tous genres à sa botte.

Venons-en à chacun des thèmes avancés.

D'abord, la fiscalité et les charges publiques. Historiquement, l'impôt ne peut être consenti que pour soutenir l'effort de guerre contre l'étranger ; en aucun pour subventionner des domaines non régaliens. Ainsi, fort judicieusement, l'article 14 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 accorde à chacun le droit de consentir par lui-même aux impôts, taxes, etc. et, s'il n'y consent pas, il est donc fondé en droit à ne point les payer : constitutionnellement car ce texte est partie intégrante de la constitution actuellement en vigueur par son rappel dans le préambule d'icelle. Ainsi, tout ce qui n'a pas été consenti personnellement est anticonstitutionnel et n'a donc pas à être payé au Trésor public.

C'est ainsi qu'il faut supprimer d'innombrables impôts et taxes et en diminuer le montant pour les restants. C'est dire qu'il ne faut donc point les augmenter, ni en créer de nouveaux !

Oui, il faut diminuer les charges publiques par la réduction d'emplois publics pléthoriques entièrement inutiles, la fin de l'Éducation nationale qui conditionne et formate les enfants dès leur plus jeune âge au politiquement correct et la création de l'enseignement libre hors tutelle de cet abject régime républicain, la suppression du subventionnement de l'invasion afro-arabo-mahométane et l'expulsion manu militari de tous ces ressortissants à leurs frais, la réduction du millefeuille administratif pour ne garder que les communes et les provinces avec des effectifs réduits, la réduction drastique du nombre de postes électifs quels qu'ils soient... Voilà des centaines de milliards d'euros d'économies ! Un mot au sujet de la dette : les gouvernants et élus ayant contracté la dette doivent aussi la payer et non pas la faire supporter par les Français.

Ensuite l'organisation de l'État et des collectivités publiques. Tout cela découle du premier thème. D'une manière générale, les impôts directs des personnes physiques et des sociétés doivent être supprimés ! IRPP, IS, taxe foncière, taxe d'habitation, etc. et la fiscalité indirecte doit être considérablement réduite : baisse de moitié de la TVA, suppression de toutes les taxes sur les carburants et les énergies (électricité, gaz et autres) ainsi que sur l'eau.

L'État-mammouth doit dégraisser considérablement. Trop de ministères inutiles et dépensiers pourrissent la vie des Français sans leur apporter la moindre valeur ajoutée. D'innombrables administrations n'existent que pour elles-mêmes tout en se retirant souvent des territoires pour se concentrer en quelques points, tout en augmentant leur nocivité. Les ministères restants, les administrations conservées et les fonctionnaires qui resteront en service doivent demeurer au

service exclusif des Français et non au leur, et encore moins mettre les Français à leur service comme c'est désormais courant.

Il en va de même pour les collectivités territoriales qui doivent toutes disparaître ainsi que leurs effectifs à l'exception des communes et des provinces. Les regroupements ne pourront être réalisés qu'à fiscalité globale en baisse et effectifs globaux en baisse : jamais à la hausse car ce serait la preuve de leur inutilité.

Les autres collectivités publiques, qu'elles soient d'État ou locales, doivent être supprimées : elles ne sont que des fromages républicains pour recaser les élus en délicatesse avec les électeurs et gaver d'autres élus toujours en poste et le plus souvent en rackettant régulièrement la population, comme par exemple Val d'Adour Environnement au sujet du service public d'assainissement non collectif qui est en fait une installation privée dans une propriété privée et entretenue uniquement par le propriétaire privé.

Ensuite la transition écologique : les Français n'en veulent pas à juste titre car la planète se régule toute seule ! Qui plus est, la France et les Français ne produisent que moins d'un tiers de pour cent de la pollution terrestre : même en la supprimant totalement, ce qui est invraisemblable, cela ne changerait rien au niveau global de pollution de la planète, d'autant plus que les plus gros pollueurs entendent continuer à polluer et qu'il serait ridicule et vain de leur demander de moins polluer !

Comme les Français ne veulent pas de transition énergétique, il n'y a donc pas à la financer. D'où la suppression de toutes les taxes sur les carburants qui, en fait, sont détournées par l'État gabegique et impécunieux, voire pour subventionner l'invasion afro-arabo-mahométane en vue du remplacement des Français de souche. C'est dire que les taxes relatives aux énergies renouvelables extorquées aux consommateurs d'

électricité et de gaz ainsi que d'eau par exemple doivent être supprimées et remboursées aux Français.

Enfin la citoyenneté. Elle est illusoire en république. Il faut donc instaurer les référendums d'initiative populaire dans tous les domaines sans exception, y compris à l'initiative d'un seul citoyen tant de nature abrogatoire, constitutionnelle, législative que révocatoire... avec vote au moyen d'Internet y compris depuis chez soi, le vote devant être enregistré de manière nominative et publique y compris dans son sens, avec accès aux résultats au fur et à mesure des opérations de vote de chacun et en fin de consultation. Dès lors que la majorité des inscrits se serait prononcée dans le délai imparti identique à toutes ces consultations référendaires, le référendum serait affirmatif à la majorité des voix, les blancs étant des non. Chaque Français accéderait à son espace de vote et au matériel de propagande de chaque consultation par un code à utiliser sur le site Internet de vote.

Les Français entendent clairement aussi interdire l'avortement, le mariage taubiresque, dénoncer le pacte de Marrakech du 11 décembre 2018 et bien d'autres textes qui ne sont nullement des valeurs mais des indignités. Ils entendent aussi en finir avec les radars, les limitations de vitesse coercitives et racketteuses : au demeurant, alors que le nombre de morts sur les routes a augmenté de juillet à octobre 2018 avec le 80 km/h et les radars en fonctionnement, il a fortement diminué en novembre et décembre 2018 avec les trois quarts des radars hors service et une nette hausse de la vitesse.

Les Français ne veulent pas de l'immigration afro-arabo-mahométane qui est une invasion en vue du remplacement des Français. Il n'y a donc pas à la financer, ni à intégrer ces envahisseurs qui doivent être refoulés manu militari vers leur départ d'origine. Les seuls mouvements acceptables de populations sont ceux intéressant les pays d'Europe, des

Amériques, l'Australie et le Japon selon des clauses de réciprocité qui pourraient être étendues à quelques rares autres pays hors de ces continents.

Si la république est laïque, la France est catholique et doit le rester. Liberté de conscience et de culte pour tous les Chrétiens, les Juifs, les Bouddhistes, les Taoïstes, etc. sauf pour les mahométans dont la doctrine vise à la seule conquête et à la soumission par tous les moyens et qui n'ont donc aucun droit de séjour en Europe.

Faut-il rappeler que les Français rejettent aussi l'Europe bruxelloise et envisagent le Frexit à la première occasion qui ne saurait tarder ?

Et, surtout, macron destitution !!! Les Français ne vont pas se laisser enfumer par ce bonimenteur de foire tentant de les arnaquer avec son jeu de bonneteau. Qu'il aille se consoler dans l'un des 57 pays de l'OCI ou en Afrique noire où il trouvera de nombreux éphèbes à caresser voluptueusement comme à Saint-Martin et cela évitera de voir traîner à l'Élysée des « immigrés noirs et pédés » ainsi qu'ils se définissent eux-mêmes ! Et sa Jaguar y trouvera avantage.

Le Gilet jaune illettré, alcoolique, fainéant, Gaulois réfractaire, etc.

Fernand CORTES de CONQUILLA

Cercle Légitimiste de France